

CE MONDE QUI BOUGE

À propos des migrants
africains, de Ségolène
Royal sur Cuba, Israël...

L'actualité est tellement déprimante que l'envie me prend d'écrire sur le football et le sport en général. Eh bien oui, j'aime le foot et le sport en général. Ça me détend. L'instant d'un match. Mais je trouve qu'on n'écrit pas assez sur le sport féminin, en Algérie du moins. Pourtant, ce sont elles qui brillent le plus à l'international notamment les volleyeuses de l'équipe d'Algérie et aux athlètes de demi-fond. Mais bon ! L'actu reste incontournable...

Par quoi commencer ? D'abord par l'Algérie. Faut-il passer sous silence ces actes racistes inqualifiables ayant eu lieu sur les hauteurs d'Alger à l'endroit de migrants africains – ils seraient plusieurs dizaines de milliers en Algérie –, actes dénoncés par la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH), les médias et les syndicats autonomes ? Je n'en dirai pas plus, il n'y a rien à ajouter aux commentaires que je partage avec de nombreux confrères, dont ceux du *Soir d'Algérie*, excepté ceci : vu de l'étranger, cette affaire est un mauvais signal en direction de l'Afrique d'autant que cette soudaine violence raciste a coïncidé avec la tenue du Forum d'affaires algéro-africain à Alger, forum dont tout porte à penser qu'il a tourné au fiasco. En bref, pour terminer sur cette violence raciste, disons que pour un pays comme l'Algérie qui, dans les années 1960 et 1970, était considérée comme le phare du mouvement de libération nationale et qui a organisé le premier festival panafricain, c'est tout simplement honteux.

Mais ne soyons pas seulement négatif et retenons l'image de cette association de jeunes de Tizi-Ouzou (Kabylie) dont l'action a été peu médiatisée : ils sont allés à la rencontre des enfants de migrants africains vivant aux abords de la métropole kabyle, leur offrant en plus des fournitures scolaires (cahiers, crayons de couleur), des cours de langue. C'est peut-être peu face à la détresse de ces enfants, mais c'était un geste fort. A Oran, également, la société civile s'est mobilisée pour dénoncer les agressions contre de jeunes migrantes africaines.

Ce qui est sûr, c'est que devant l'ampleur du phénomène migratoire africain, l'Algérie est confrontée à un vrai problème car de terre de transit vers l'Europe, elle est en train de devenir une terre d'immigration et de réfugiés. Et pour finir, Cuba ou plutôt cette polémique à l'endroit de Ségolène Royal qui a représenté la France aux obsèques de Fidel Castro. Qu'a dit la malheureuse pour s'attirer les foudres des médias et cette vilaine remarque de Jack Lang qui s'est demandé si elle n'avait pas bu «un peu trop de rhum en arrivant à La Havane ?» Ceci : «Grâce à lui (Fidel), les Cubains ont récupéré leur territoire, leur vie, leur destin. Ils se sont inspirés de la Révolution française sans pour autant connaître la terreur qu'il y a eu pendant la Révolution française (...) Il faut savoir regarder les choses positivement même si ça dérange» et «la France n'a pas à donner de leçon». En effet.

Les mêmes qui lui font ce mauvais procès sont les premiers à s'insurger et à crier à l'antisémitisme dès lors qu'Israël est accusé par des personnalités ou des journalistes de violations des droits de l'Homme et de racisme dans les territoires palestiniens. «Chaque année, Israël arrête, emprisonne et poursuit devant les tribunaux militaires quelque 500 à 700 enfants palestiniens soupçonnés d'infractions pénales dans les territoires occupés», relève l'ONG américaine Human Rights Watch (HRW) dans son rapport 2016. Certains sont âgés à peine de 11 ans, ajoute HRW. Le 7 novembre dernier, Ahmed Manasra, 13 ans, a été condamné à 12 ans de prison et deux autres du même âge à 10 ans de prison, accusés d'attaques au couteau contre une colonie en Cisjordanie. Vous en avez entendu parler ? Bien sûr que non. Et ce n'est pas tout. HRW et Amnesty, sur la base de faits documentés, ont fait cas d'enfants maltraités et torturés par des militaires et des membres de l'Agence israélienne de sécurité. Et que dire de ces 31 gamins tués par balles par des soldats israéliens entre janvier et septembre ? Ou de ces milliers d'habitations palestiniennes détruites en quelques années ? Selon l'ONG israélienne B'Tselem, 168 maisons ont été détruites en Cisjordanie depuis début 2016, contre 125 en 2015. De cela on n'en parle pas ou si peu. Il ne s'agit pas de taire ce qui se passe à Cuba, mais il se trouve que cette île se trouve dans le mauvais camp, ce qui n'est pas le cas d'Israël, allié de l'Occident, à qui on pardonne tout.

H. Z.

Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

AU LENDEMAIN DE LA RADIATION DE RACHID HALET

Climat explosif au FFS

Jamais le conseil national du FFS ne s'est réuni par le passé dans un contexte aussi explosif que celui prévalant la veille de sa session prévue ce week-end, demain vendredi et après-demain samedi.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Une session qui intervient quelques heures seulement après la décision «inédite» dans les annales du doyen des partis de l'opposition, de sa commission de médiation et de règlements de conflits de radier un membre de son instance présidentielle pour «agissements contre la ligne du parti», et sa déclaration faite récemment dans la presse à propos de la sortie du général à la retraite Khaled Nezzar sur la proposition formulée en 1992 au défunt Hocine Aït-Ahmed pour présider aux destinées du pays.

Une radiation qui a eu pour effet de provoquer une véritable onde de choc au sein de la base militante tant la victime de cette mesure, D' Rachid Hallet, faisait figure de «force tranquille» et était perçue comme étant le digne héritier de feu, le chef charismatique du parti, Hocine Aït-Ahmed dont on célèbre le premier anniversaire de sa mort dans quelques jours. Il est, dit-on, le seul au sein de la nouvelle direction du parti à demeurer fidèle à la ligne dure que lui a imprimée son fondateur. C'est à

ce stade, d'ailleurs, que se situe la véritable pomme de discorde entre D' Hallet et ses désormais ex-compères de l'instance présidentielle du parti que ces derniers ont pris le soin d'emballer par des chefs d'inculpation auxquels nombre de militants ne croient pas.

Et les questions que d'aucuns, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du vieux front, se posent, ont trait à cette session du conseil national prévue, donc, demain et après-demain : Hallet sera-t-il de la partie ? Les cadres, membres de cette instance, seront-ils aussi nombreux à être du rendez-vous comme si de rien n'était, ou y aura-t-il des absents parmi ceux qui se seraient solidarisés avec D' Hallet ? Les militants et autres cadres qui ont annoncé, jeudi dernier, d'envahir le siège national, demain vendredi, promettant même des «révélation» à l'occasion, passeront-ils à l'action ?

Ceux parmi les membres du conseil national qui seront présents à la session de ce week-end seront-ils attentifs à l'appel du D' Hallet à «refuser le putsch, à lutter pour le respect et l'appli-



Photo : Samir Sid

La radiation de Hallet a provoqué un choc sur la base militante.

cation impartiale des statuts du parti, à enraciner une pratique politique libre et effective au sein des structures et des instances du parti» et à «réagir» au risque que «la crise ouverte par le putsch de l'instance parallèle qui gère actuellement le parti (Mohand-Amokrane Chérifi, Ali Laskri, Aziz Balloul, Karim Balloul, Salima Ghezali et Chafaâ Bouaïche...), sera destructrice et durable».

Seulement, selon une source proche du parti, en décidant de sanctionner de la sorte à la veille de cette session du conseil national, la direction nationale du FFS a surtout voulu «marquer les esprits» et lancer un «avertissement à tous les cadres et militants du parti tentés de suivre D' Hallet dont la radiation servira d'exemple à méditer».

Pour ce qui du D' Hallet, celui-ci a signifié, hier mercredi, sa décision de ne pas y être, de

crainte, explique-t-il, de «ne pas tomber dans la polémique et éventuellement dans la bagarre», ce qui, ajoute-t-il, «deviendrait très spectaculaire». Et d'exprimer le souhait que les membres du conseil national s'assument en décidant en leur âme et conscience de ne pas aller à la mangeoire comme disait Hocine Aït-Ahmed», soit exprimer leur refus de prendre part aux prochaines élections législatives. Une question des législatives qui sera justement au cœur de cette session du conseil national du FFS avec l'option de participation qui ne fait point l'ombre d'un doute, comme, d'ailleurs, le souligne D' Hallet pour qui «certains veulent capituler à tout prix et abdiquer au moment où le pouvoir a adopté une démarche unilatérale et a exclu tout le monde du processus de réformes».

M. K.

SOUPÇONNÉES «D'INCITATION À LA HAINE
ET À LA VIOLENCE»

22 personnes sous les verrous à Ghardaïa

Vingt-deux personnes, dont un mineur, soupçonnées «d'incitation à la haine et à la violence, constitution d'une association de malfaiteurs et regroupement non autorisé» ont été interpellées par les services de sécurité dans la région de Ghardaïa. Présentées au parquet général, vingt et une d'entre elles ont été placées sous mandat de dépôt par le procureur de la République près le tribunal de Ghardaïa.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'information rapportée par l'APS citant des sources judiciaires fait état par ailleurs que la vingt-deuxième personne est un mineur placé sous contrôle judiciaire. L'interpellation de ce groupe de personnes a eu lieu lors de la «tenue d'une réunion

clandestine en novembre dernier dans le quartier dit El-Ghaba, au nord du chef-lieu de la commune de Ghardaïa».

Selon la même source, les services de sécurité avaient agi «sur renseignements faisant état de l'existence d'un groupuscule produisant et diffusant des tracts et documents subversifs incitant à la haine et à la violence dans la région de Ghardaïa». Suite à cela, une enquête a été ouverte et des investigations ont été entamées pour «identifier» les lieux de rencontre de ce «groupuscule».

Les investigateurs, poursuit-on «ont arrêté les prévenus en flagrant délit de réunion clandestine et la fouille des lieux a permis la découverte de plusieurs documents à caractère subversif et des armes blanches (épées, couteaux, haches et autres objets contondants)».

Déférés devant le parquet général, les 22 individus résidant dans la «zone nord de la commune de Ghardaïa», ont été placés sous mandat de dépôt pour les chefs d'in-

culpation de «participation à des activités subversives, incitation à la haine et à la violence, détention d'armes blanches prohibées, association de malfaiteurs et diffusion de documents et tracts subversifs appelant à la haine «ethnique»».

La même source a ajouté que les «22 mis en cause ont été également inculpés pour la tenue de réunions illégales sans autorisation et incitation au désordre public». L'APS qui cite sa source judiciaire dira également que «l'opération d'interpellation par les services de sécurité des 22 individus, dont un mineur a eu lieu dans «le respect des lois de la République concernant les droits de l'homme», en assurant que les «droits fondamentaux accordés aux personnes interpellées dans les locaux des services de police judiciaire ont été «préservés» et que ces personnes n'ont pas fait l'objet d'injustice, de négligence ou de traitement en dehors de la loi et dans le respect de la Constitution».

A. B.

LA LOI DE FINANCES POUR 2017 VOTÉE
PAR LE CONSEIL DE LA NATION

Comme une lettre à la poste

La loi de finances pour 2017 a été votée hier à l'unanimité par le Conseil de la nation. Aucun non, aucune abstention de la part des 102 membres présents à la plénière consacrée au vote ni des 32 autres qui ont voté par procuration.

Dans son rapport complémentaire, la Commission des finances du Conseil de la nation, qui n'a pas manqué de souligner l'effort considérable consenti par l'Etat en matière de transferts sociaux, a estimé qu'il faudrait analyser cette loi sous la

lumière du contexte économique difficile. «Si la politique fiscale adoptée paraît sévère, la conjoncture économique n'en est pas moins difficile. Et, les mesures prises dans cette loi visent à gérer cette conjoncture difficile justement», indique-t-on.

Le ministre des Finances Hadji Baba Ammi, lui, s'est félicité de cette caution. Il a déclaré en marge de ce vote que l'augmentation des prix de certains produits sur le marché n'est pas la résultante de la loi de finances pour 2017 qui n'est pas encore entrée en vigueur. Et de minimiser l'impact qu'aurait l'augmentation de la TVA et des droits de douanes pour certains pro-

duits. «Je ne pense pas que deux points dans la TVA auront un impact assez significatif sur les prix», a-t-il noté. Il a par ailleurs déclaré que les 7 000 milliards de DA d'impôts impayés sont «irrecouvrables» et qu'il faudrait assainir les bilans pour qu'ils n'apparaissent plus dans les bilans.

«Ce sont les impayés d'entreprises en faillite, de commerçants ayant quitté le pays ou en prison accumulés plutôt depuis 1962», a-t-il précisé. Il a aussi rappelé que les cinq milliards de dollars prêtés par l'Algérie au FMI seront remboursés en 2020.

L. H.